



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 11 juillet 1968
à 15 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 2 de l'ordre du jour:

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*)

Orateurs:

M. Jelev (Observateur du Conseil d'aide économique mutuelle)	41
M. Tsuruoka (Japon)	42

Président : M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4454, E/4467/Rev.1, E/4486/Add.1, E/4488 et Add.1 à 5, E/4496, E/4511 (Summary), E/4515, E/4525, E/4551; E/CN.5/417 et Corr.1 et Add.1 et 2 et Summary; E/CN.11/825; E/CN.12/806, E/CN.12/808 et Add.1; E/CN.14/409; E/ECE/703) (*suite*)

1. M. JELEV (Observateur du Conseil d'aide économique mutuelle), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que, tant sur le plan technique que sur le plan économique, la coopération entre les pays membres du CAEM est fondée sur les principes de l'égalité de droits, du respect de la souveraineté et des intérêts nationaux, de l'intérêt mutuel et de l'aide amicale. Le but premier du CAEM est de conjuguer et coordonner les efforts de ses membres pour développer systématiquement leurs économies, accélérer le progrès technique et économique, promouvoir l'industrialisation de ceux des membres qui sont moins développés sur le plan industriel, augmenter la productivité et améliorer les niveaux de vie. Cette coopération, qui s'exerce tant dans les secteurs industriel et agricole que dans ceux des transports et du commerce extérieur, s'élargit et se diversifie toujours plus et est un facteur essentiel de la croissance économique rapide des pays membres. La plupart de ceux-ci ont déjà mis sur pied des industries de base et une économie diversifiée, augmentant considérablement leur production de biens essentiels. Ils cherchent maintenant à accélérer leurs progrès en appliquant à leurs problèmes les toutes dernières découvertes de la science et de la technologie.

2. L'une des principales préoccupations des pays membres du CAEM est d'accroître l'efficacité de la production. Ils atteignent les objectifs de développement économique qu'ils se sont fixés et la plupart d'entre eux maintiennent un taux de croissance élevé du revenu national. Des résultats marquants ont été obtenus dans le développement des industries chimiques, de la construction mécanique et de l'énergie. Malgré un taux d'accroissement élevé de la productivité du travail, le problème du plein emploi a été résolu. La coopération réalisée par l'inter-

médiaire du CAEM a également contribué au succès enregistré par les pays membres en matière de développement agricole. Le Comité permanent de l'agriculture du CAEM organise des échanges de renseignements sur les progrès techniques et encourage leur mise en application. Cette action s'est traduite par un accroissement de la production agricole et notamment de la production alimentaire.

3. Notant que la plupart des pays membres du CAEM étaient autrefois parmi les moins développés d'Europe, M. Jelev souligne que, grâce à l'accroissement rapide du revenu national, à l'industrialisation et à l'adoption d'une structure économique moderne, le niveau de développement économique de ces pays est en train de rejoindre celui des pays les plus avancés. Le taux annuel moyen de croissance industrielle de pays tels que la Bulgarie, la Mongolie et la Roumanie a été de 11 à 14 % entre 1950 et 1966, soit un pourcentage supérieur à celui de l'ensemble des membres du CAEM. Les pays membres les moins développés rattrapent les autres grâce à l'exploitation de leurs ressources naturelles, à la participation au système socialiste de division internationale du travail et à l'assistance technique et économique qu'ils reçoivent des pays plus avancés.

4. L'un des traits principaux de la coopération économique entre les pays membres du CAEM est la coordination de leurs plans de développement à long terme. Une spécialisation internationale croissante dans des secteurs tels que la construction mécanique, l'électronique, l'industrie chimique et l'industrie sidérurgique a permis la production de masse, avec tous ses avantages et son efficacité, et donné de l'élan aux échanges entre les pays membres. La coopération croissante dans les domaines technique et scientifique, notamment sous la forme de recherches communes coordonnées, a permis d'affecter des ressources considérables à des projets d'intérêt mutuel, assurant ainsi des progrès plus rapides et une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre qualifiée.

5. L'un des résultats immédiats de la coordination des plans économiques a été l'accroissement régulier des échanges entre les pays membres: ils ont augmenté de 150 % entre 1957 et 1966, et leur accroissement a atteint 230 % en ce qui concerne les machines et l'outillage. D'après les accords commerciaux à long terme conclus pour la période 1966-1970, il est prévu que cette augmentation franchira un nouveau palier d'environ 50 %.

6. Les pays membres du CAEM souscrivent indéfectiblement à la politique d'élargissement et de renforcement des relations commerciales avec tous les pays, quel que soit leur système économique ou social, et ils observent les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies à

cet égard. En conséquence, les échanges entre les pays membres du CAEM et les autres pays, notamment ceux qui sont en voie de développement, augmentent eux aussi. Comme il est indiqué dans le rapport de la CNUCED¹, les importations des pays socialistes d'Europe de l'Est à partir des pays en voie de développement ont doublé entre 1960 et 1965, et leurs importations de produits industriels et semi-finis à partir de ces pays ont même quadruplé. Les pays membres du CAEM fournissent actuellement une assistance technique et économique à plus de cinquante pays en voie de développement: le montant de l'assistance économique et technique octroyée au titre d'accords intergouvernementaux a plus que doublé entre 1964 et 1965. Les crédits à long terme accordés aux pays en voie de développement pendant la même période ont augmenté de 70 %. Ces chiffres donnent une idée de ce que fait le CAEM pour aider à résoudre les problèmes économiques et sociaux du monde.

7. M. TSURUOKA (Japon) constate qu'en 1967 l'économie mondiale a poursuivi son expansion, bien que des tendances à un ralentissement se soient manifestées dans la plupart des grands pays développés dans la première moitié de l'année. Ces tendances ont influé défavorablement sur l'économie des pays en voie de développement, dont la plupart ont enregistré une détérioration des termes de l'échange. Les pays développés à économie de marché ont maintenant retrouvé la voie d'une expansion régulière et l'on pense que cette tendance se maintiendra pendant toute l'année 1968, encore qu'il faille suivre de près la situation monétaire internationale.

8. L'expansion de l'économie japonaise a continué en 1967. Par rapport à 1966, le produit national brut nominal s'est accru de 18,7 %, les importations ont augmenté de 23,1 % et les exportations de 6,1 %. Si les exportations ont progressé avec une lenteur relative, c'est en grande partie en raison de la mollesse de la demande et de la hausse des prix intérieurs. De ce fait, le déficit de la balance des paiements a été considérable, mais, grâce à une série de mesures fiscales et monétaires prises à l'automne 1967, la situation s'est améliorée en fin d'année.

9. Le Japon offre l'un des marchés les plus dynamiques aux exportations des pays en voie de développement. Les importations japonaises en provenance de ces pays sont passées de 3,2 milliards de dollars en 1964 à 4,6 milliards de dollars en 1967. Le Japon a également soutenu de façon régulière les efforts d'aide au développement, le volume net total de ses apports financiers aux pays en voie de développement passant de 360 millions de dollars en 1964 à 855 millions de dollars en 1967. Il convient de noter que, pendant la période 1964-1965, le courant net des capitaux publics est passé de 120 millions de dollars à 400 millions de dollars environ. En 1967, le courant total a marqué une nouvelle progression d'environ 40 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat est d'autant plus significatif que le Japon ne vient qu'au vingt et unième rang de tous les pays pour le revenu par habitant.

10. La deuxième session de la CNUCED a été une étape importante dans la recherche de solutions concrètes aux problèmes posés par le développement économique des pays en voie de développement. C'est un fait que la Conférence n'a pas atteint tous ses objectifs, mais elle n'en a pas moins adopté un certain nombre de résolutions et de recommandations importantes qui peuvent servir de base à des politiques internationales en ce qui concerne les préférences, le financement, le problème alimentaire mondial et la coopération économique régionale. Il est significatif que la plupart de ces résolutions et recommandations ont été adoptées à l'unanimité; la Conférence a eu la sagesse de ne pas exiger que certaines questions soient mises aux voix, afin d'éviter les conclusions hâtives ou imposées. L'esprit de coopération qui s'est affirmé au cours de la Conférence aidera largement à la solution des problèmes qui se posent au monde.

11. Le bilan des progrès économiques accomplis au cours de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour le développement a souvent été déclaré décevant. Il ne faut cependant pas sous-estimer ce qui a été réalisé. La dénomination originale conçue par l'ONU a beaucoup aidé à concentrer l'attention du monde entier sur les problèmes des pays en voie de développement. Des organisations aussi importantes que la CNUCED, l'ONUDI et le PNUD ont vu le jour au cours de la Décennie et ont trouvé l'appui de l'opinion publique. L'objectif fixé ne sera pas entièrement réalisé, mais un certain nombre de pays en voie de développement ont la perspective d'y parvenir et d'autres se rapprochent de ce but. Toutes ces considérations amènent à conclure qu'il faut poursuivre l'effort et appeler la décennie à venir deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. A cette occasion, il faut fixer un objectif réaliste qui tiendra pleinement compte de la situation économique et sociale des divers pays. L'une des grandes difficultés que soulève la fixation d'un objectif global est de traduire la diversité des degrés de progrès entre les différents pays en voie de développement. Aussi la délégation japonaise attend-elle avec intérêt le résultat des études préparatoires qu'ont entreprises le Secrétariat et le Comité de la planification du développement. Ces études devront faire l'objet d'un examen attentif avant que l'Assemblée générale prenne une décision au sujet de la Décennie, en 1970.

12. Il est encourageant de constater que, ces dernières années, les organismes des Nations Unies ont pris pleinement conscience de l'importance du problème démographique. L'accroissement rapide de la population entrave le développement économique et social, et l'accumulation de la population dans les régions urbaines tend à aggraver encore cette situation. Etant donné l'étroite corrélation qui existe entre la population et le développement économique, il faut espérer que les programmes de développement des pays en voie de développement mettront davantage l'accent sur une politique démographique. Il est nécessaire aussi de mieux coordonner les activités des divers organes des Nations Unies qui s'occupent des problèmes démographiques. Comme le problème démographique se pose différemment d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, il serait bon que les activités des commissions économiques régionales dans ce domaine soient encore renforcées.

¹ Promotion des importations dans les pays socialistes d'Europe orientale d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement (document de la CNUCED TD/B/C.2/21).

13. La première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1967* (E/4488 et Add.1 à 5) contient un examen spécial des problèmes et politiques du développement économique. Il y a lieu de noter à ce sujet que, si les objectifs globaux ont l'avantage de la simplicité et de la clarté, leur validité est sujette à caution. Par exemple, il est des aspects de l'aide économique, tels que l'effort consenti par les divers pays, que des objectifs globaux ne permettent pas de mesurer. Si l'on veut que des objectifs globaux soient applicables, il faut accorder une grande attention à la situation particulière des divers pays. L'*Etude* fait observer à juste raison que l'ensemble du développement dépend essentiellement du relèvement de la productivité agricole. Un taux de croissance satisfaisant dans l'agriculture est indispensable, non seulement pour améliorer les conditions d'existence de la population, mais aussi pour accroître la productivité industrielle. L'aptitude à mobiliser les ressources nationales au service du développement est, l'un des facteurs les plus importants qui déterminent la croissance économique.

La délégation japonaise apprend avec plaisir, par l'*Etude*, qu'au cours des dix dernières années de nombreux pays en voie de développement sont parvenus à élever leur taux d'épargne, ce qui pourra beaucoup aider à attirer des ressources extérieures. Elle espère que ces pays continueront à prendre des mesures pour encourager l'épargne intérieure.

14. La fonction la plus importante du Conseil est de coordonner les activités des divers organismes dans son domaine de compétence. Etant donné que les activités des Nations Unies ont été renforcées dans ce domaine et qu'un certain nombre de nouveaux organes importants ont été créés, le rôle de coordination du Conseil est devenu plus important encore. Le Gouvernement et le peuple japonais ne négligeront rien pour faire en sorte que le Conseil puisse contribuer au bien-être et à la prospérité de l'humanité, sans lesquels il ne saurait y avoir de paix véritable dans le monde.

La séance est levée à 15 h 55.